



**Copie certifiée**  
**Conforme à l'original**

**DECISION N°008/2019/ANRMP/CRS DU 15 FEVRIER 2019 SUR L'AUTOSAISINE DE L'ANRMP POUR INEXACTITUDES DELIBEREES COMMISES PAR L'ENTREPRISE GROUP ZONGO DANS LE CADRE DE L'APPEL D'OFFRES N°P34/2018, RELATIF A LA RESTAURATION DES ETUDIANTS DE L'ESATIC, ORGANISE L'ECOLE SUPERIEURE AFRICAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ESATIC)**

**LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS STATUANT SUR AUTOSAISINE EN MATIERE D'IRREGULARITES, D'ACTES DE CORRUPTION ET DE PRATIQUES FRAUDULEUSES ;**

Vu l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2009-259 du 6 août 2009 portant Code des marchés publics, tel que modifié par les décrets n°2014-306 du 27 mai 2014 et n°2015-525 du 15 juillet 2015 ;

Vu le décret n°2018-658 du 1<sup>er</sup> août 2018 portant nomination des membres du Conseil de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2018-668 du 03 août 2018 portant nomination du Président de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2014-243 du 08 mai 2014 portant nomination du Secrétaire Général de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu l'arrêté n°661/MEF/ANRMP du 14 septembre 2010 fixant les modalités de saisine, les procédures d'instruction et de décision de la Cellule Recours et Sanctions de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) ;

Vu l'acte de saisine en date du 1<sup>er</sup> février 2019 du Président du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu les écritures et pièces du dossier ;

En présence de Monsieur COULIBALY Yacouba Pénagnaba, Président de la Cellule, de Madame KOUASSI Yao Monie Epouse TCHRIFFO et de Messieurs COULIBALY Souleymane, COULIBALY Zoumana, DELBE Zirignon Constant et YOBOUA Konan André, membres ;

Assistés de Monsieur KONAN N'guessan Yao Paulin, Secrétaire Général Adjoint chargé de la Définition des Politiques et Formation ;

Après avoir entendu le rapport de Monsieur KONAN N'guessan Yao Paulin exposant les faits, moyens et conclusions des parties ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Par correspondance n°0116/2019/ANRMP/Pdt en date du 1<sup>er</sup> février 2019, le Président du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) a saisi les membres de la Cellule Recours et Sanctions afin que soit statué, par le mécanisme de l'auto saisine, sur la violation de la réglementation commise par l'entreprise GROUP ZONGO, dans le cadre de l'appel d'offres n°P34/2018 relatif à la restauration des étudiants de l'ESATIC, organisé par l'Ecole Supérieure Africaine des TIC (ESATIC) ;

## **LES FAITS ET LA PROCEDURE**

L'Ecole Supérieure Africaine des Technologies de l'Information et de la Communication (ESATIC) a organisé l'appel d'offres n°P34/2018, relatif à la restauration des étudiants ;

Cet appel d'offres ouvert, financé sur la dotation budgétaire 2018 de l'ESATIC, imputation 637.2, est constitué d'un lot unique ;

A la séance d'ouverture des plis qui s'est tenue le 22 mai 2018, sept (07) entreprises ont soumissionné SERVIRA, EIREC, RESTO-PLUS, COM EVE, GROUP ZONGO, LA NOUVELLE SONAREST et IPR ;

A la séance de jugement du 04 juin 2018, la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO) a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise LA NOUVELLE SONAREST pour un montant total Toutes Taxes Comprises (TTC) de cent quinze millions neuf cent trente-six mille quatre-vingt-cinq (115 936 085) FCFA ;

Les résultats de cet appel d'offres ont été notifiés à l'entreprise EIREC le 07 juin 2018 ;

Estimant que ces résultats lui causent un grief, la requérante a introduit, un recours gracieux auprès de l'autorité contractante, puis un recours non juridictionnel auprès de l'ANRMP à l'effet de les contester ;

L'ANRMP a, par décision n°027/2018/ANRMP/CRS du 23 août 2018, déclaré l'entreprise EIREC bien fondée dans sa contestation, a annulé lesdits résultats et enjoint l'ESATIC de reprendre le jugement de cet appel d'offres ;

Suite à la décision de l'ANRMP, la COJO s'est réuni à nouveau et a décidé de procéder à l'authentification de tous les diplômes produits par les soumissionnaires auprès des structures émettrices, à savoir, la Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et à l'Académie de Toulouse ;

Par correspondance en date du 23 janvier 2018, l'ESATIC a transmis à l'ANRMP les réponses de ses demandes d'authentification qui ont notamment révélé que l'attestation de Brevet de Technicien (BT) établie au nom de Monsieur AKA Ezoua Serge Evariste Armel, produite par l'entreprise GROUP ZONGO dans son offre est un faux ;

Estimant que l'entreprise GROUP ZONGO a commis des inexactitudes délibérées constitutives d'une violation à la réglementation des marchés publics, le Président de l'ANRMP a saisi, par courrier en

date du 01 février 2019, les membres de la Cellule Recours et Sanctions afin que, par le mécanisme de l'auto saisine, soit statué sur ce faux ;

## **SUR LA COMPETENCE DE LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS**

Considérant qu'aux termes de l'article 27 point 5 de l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'ANRMP, « **La Cellule Recours et Sanctions est chargée de s'autosaisir si elle s'estime compétente pour statuer sur les irrégularités, fautes et infractions constatées par l'Autorité de régulation sur la base des informations recueillies dans l'exercice de ses missions ou de toute autre information communiquée par des autorités contractantes, candidats ou des tiers** » ;

Qu'en outre, aux termes des dispositions de l'article 5 de l'arrêté n°118/MPMB du 26 mars 2014 portant modalités d'application des sanctions aux violations de la réglementation des marchés publics, « *Les sanctions énumérées à l'article 4 du présent arrêté sont prononcées selon leur nature, par les autorités suivantes :*

a) *Pour les sanctions administratives*

- *le Ministre chargé des marchés publics ;*
- *les ministres des tutelles des acteurs publics ;*
- **l'Autorité Nationale de Régulation des marchés Publics (ANRMP) ;**
- *l'autorité contractante ;*
- *le préfet du département ;*
- *le Conseil d'Administration de la société d'Etat ou le Directeur Général selon le cas ;*
- *l'organe exécutif de la collectivité territoriale ou l'organe délibérant selon le cas ;*
- *la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO) ;*

b) *.... » ;*

Qu'il y a donc lieu de déclarer la Cellule Recours et Sanctions compétente pour prononcer, par la voie de l'autosaisine, des sanctions administratives à l'encontre des entreprises qui se sont rendues coupables de violation à la réglementation ;

## **SUR LE BIEN FONDE DE L'AUTOSAISINE**

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 3.2-a) de l'arrêté n°118/MPMB du 26 mars 2014 portant modalités d'application des sanctions aux violations de la réglementation des marchés publics, « **les inexactitudes délibérées sont le fait pour un soumissionnaire de produire intentionnellement dans une offre, des informations, mentions, attestations et justifications inexactes ou falsifiées** » ;

Qu'en l'espèce, il résulte de l'analyse des pièces du dossier que l'entreprise GROUP ZONGO a produit dans son offre une attestation de BT, établie au nom de monsieur AKA Ezoua Serge Evariste Armel ;

Que cependant, par correspondance en date du 22 octobre 2018, le Directeur des Examens, des Concours, de l'Orientaion et des Bourses du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle a indiqué que l'attestation de BT établie au nom de Monsieur AKA Ezoua Serge Evariste Armel, s'avère être un faux ;

Qu'invitée par l'ANRMP par courrier en date du 28 janvier 2019 à faire ses observations sur les griefs relevés à son encontre, l'entreprise GROUP ZONGO a plaidé le caractère non délibéré de l'inexactitude constatée dans son offre ;

Qu'en effet, dans sa correspondance en date du 13 février 2019, l'entreprise GROUP ZONGO a fait la déclaration suivante : « (...) *Nous ne savions absolument pas que cet employé (AKA Ezoua Serge Evariste Arnel) avait un faux diplôme.*

*De plus, il est partie de chez nous depuis le mois de septembre 2018.*

*Par contre nous nous excusons de tous les désagréments que cela aurait causés(...).» ;*

Qu'ainsi, l'entreprise GROUP ZONGO soutient qu'elle n'est pas à l'origine du faux commis dans le diplôme produit dans le cadre de l'appel d'offres n°P34/2018, même si elle n'en conteste pas la fausseté.

Qu'il est constant qu'aucun élément du dossier ne permet d'établir sans équivoque, que cette entreprise est à l'origine de ce faux ou que c'est en connaissance de cause qu'elle en a fait usage ;

Qu'il en résulte qu'en l'absence de preuve du caractère intentionnel de l'utilisation par l'entreprise GROUP ZONGO de ce faux diplôme dans l'élaboration de sa soumission, celle-ci ne saurait être reconnue comme ayant commis des inexactitudes délibérées au sens de l'arrêté n°118/MPMB du 26 mars 2014 portant modalités d'application des sanctions aux violations de la réglementation des marchés publics ;

#### **DECIDE :**

- 1) La Cellule Recours et Sanctions est compétente pour s'autosaisir, à l'effet de statuer sur la violation de la réglementation commise par l'entreprise GROUP ZONGO ;
- 2) Aucun élément du dossier ne permet d'établir que c'est de manière délibérée que l'entreprise GROUP ZONGO a produit un faux diplôme dans son offre ;
- 3) la violation pour inexactitude délibérée telle que prévue par l'article 3.2-a) de l'arrêté n°118/MPMB du 26 mars 2014 portant modalités d'application des sanctions aux violations de la réglementation des marchés publics, n'est pas établie ;
- 4) Le Secrétaire Général de l'ANRMP est chargé de notifier à la société GROUP ZONGO, à l'Ecole Supérieure Africaine des Technologies de l'Information et de la Communication, avec ampliation à la Présidence de la République et à Monsieur le Secrétaire d'Etat auprès du premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, la présente décision qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics à sa prochaine parution.

LE PRESIDENT

**COULIBALY Y.P.**